

18 septembre 2023

Direction de l'Administration Générale et de l'Action Économique

**OBJET : DÉROGATION COLLECTIVE A LA RÈGLE DU REPOS DOMINICAL DES SALARIÉS AU TITRE DE L'ANNEE 2023**  
N°41 /20232

Le Maire de la Commune de Le Taillan Médoc (Gironde),

**VU** la Loi 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,

**VU** la Loi n°2016-1088 du 8 août 2019 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels,

**VU** l'article L.3132-26 du Code du travail autorisant une dérogation au principe du repos dominical des salariés ;

**VU** l'article L.3132-27 du Code du Travail déterminant les contreparties au travail dominical dans lesquelles le repos compensateur est accordé aux salariés ;

**VU** l'article R.3132-21 du Code du Travail et après consultation préalable effectuée le 19 octobre 2022 auprès des organisations syndicales de salariés et d'employeurs intéressés ;

**VU** l'avis favorable rendu par le conseil municipal suivant délibération en date du 15 décembre 2022, pour l'ouverture de 7 dimanches sur l'année 2023 ;

## ARRETE

**ARTICLE 1 :** les commerces de détail de la commune – toutes branches commerciales confondues - sont autorisés à ouvrir exceptionnellement 6 dimanches : le dimanche du « Black Friday » le 26 novembre et ainsi que les 5 dimanches du mois de décembre 3, 10, 17, 24 et 31 décembre 2023.

**ARTICLE 2 :** Chaque salarié privé de repos dominical percevra une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps : soit collectivement, soit par roulement dans la quinzaine précédant ou suivant le dimanche travaillé. Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédant une fête légale, le repos compensateur est donné le jour de cette fête.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de 2 mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication en Maire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie sont chargés, chacun pour ce qui le concerne de l'application du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à Madame La Préfète de la Gironde.



Olivier BLONDEAU  
Conseiller délégué du développement économique,  
du commerce, de l'emploi et du numérique

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter :

- de sa transmission en Préfecture le
- de sa publication le